

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89 RUE WEBER  
CS 52002  
Cellule carrières  
30907 Nîmes

Nîmes, le 26/04/2026

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/03/2026

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ARAUJO BOURELY TRAVAUX SERVICES**  
ZONE ARTISANALE ST JULIEN DU GOURG  
BP N 10  
48400 Florac Trois Rivières

Références : 2026-05-182  
Code AIOT : 0006602008

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/03/2026 dans l'établissement ARAUJO BOURELY TRAVAUX SERVICES implanté Le champ du Rat 48400 Florac Trois Rivières. L'inspection a été annoncée le 16/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Inspection PPC 2026 suite à la mise en demeure notifiée par arrêté préfectoral du 9/12/2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARAUJO BOURELY TRAVAUX SERVICES
- Le champ du Rat 48400 Florac Trois Rivières

- Code AIOT : 0006602008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité ICPE principale de ce site consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire à ciel ouvert. Des installations de traitement, une station de transit des matériaux ainsi qu'une ISDI sont également autorisées.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à sanction

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Travaux de réhabilitation	AP de Mise en Demeure du 09/12/2024, article 1	Astreinte	6 mois
3	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective	1 mois
6	Dispositions particulières	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.9.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Protection de la ressource en eau/dispositions particulières	AP de Mise en Demeure du 09/12/2024, article 1	Sans objet
4	Action régionale : Respect du plan de phasage	Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 8.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite fait suite à la mise en demeure notifiée par AP du 9/12/24.

Les trois premiers points de la mise en demeure portant sur le non-respect des articles R 541-43-1-II du code de l'environnement, l'article 6 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 25/08/2022 ont été levés suite à la visite d'inspection du 18/09/25 par le rapport de l'inspection du 15 octobre 2025.

Les deux derniers points suivants ayant fait l'objet d'une mise en demeure puis d'un astreinte journalière par AP du 24/11/25 ont été contrôlés lors de la visite d'inspection :

- la création d'une coupe d'eau (article 3.5 de l'AP du 25/08/22): ce point a été levé ;
- les dispositions de l'article 8.2.2 portant sur le programme de plantation et la plantation d'arbustes bas d'essences locales: ce point demeure non conforme car le programme n'a toujours pas été transmis à l'inspection et les opérations de plantations n'ont pas été réalisées.

L'astreinte d'un montant journalier de 50€ sur la période 24/11/25 au 31/12/25 (soit 37 jours) puis de 100€ à compter du 1er janvier 2026 jusqu'au 18 mars 2026 (soit 76 jours) sera donc partiellement liquidée. La somme à liquider est de 9450 euros.

La visite a également relevé les non-conformités suivantes faisant l'objet de l'établissement d'une nouvelle mise en demeure :

- le non-respect des modalités d'extraction des matériaux ;
- le stockage de matériaux à commercialiser et d'engins sur la parcelle C 1202 de l'autre côté de la RD 907 soit hors du périmètre d'autorisation; zone qui aurait dû être nettoyée au plus tard le 31 décembre 2024.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Protection de la ressource en eau/dispositions particulières

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/12/2024, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Protection de la ressource en eau
<b>Prescription contrôlée :</b>  La société ABTS est mise en demeure de respecter dans un délai de 3 mois suivant la notification du présent arrêté l'article 3.5 de l'AP du 25/08/2022 en créant une coupe d'eau afin de canaliser les eaux de ruissellement vers un fossé qui aura pour rejet le valat du Cournis.
<b>Constats :</b>  Le jour de la visite, l'inspection a constaté la présence d'une coupe d'eau sur la voie d'accès canalisant les eaux vers un fossé ayant pour rejet le Valat du Cournis. La mise en demeure est levée pour ce point. L'article 3.5 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 25 août 2022 stipule que la création du fossé sera soumis à avis et accord préalable de l'Unité Technique du Conseil départemental de Florac-Trois-Rivières pour sa réalisation et son positionnement. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter cet avis, en effet le document présenté ne comprenait qu'une page de garde indiquant travaux faits et signé de Monsieur Agulhon du conseil départemental sans avis étayé sur les travaux effectués et sans accord formalisé.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est tenu de solliciter l'UTCD pour fournir son avis sur les travaux réalisés et de transmettre cet avis à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Travaux de réhabilitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 09/12/2024, article 1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Insertion paysagère
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société ABTS[...] est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8.2.2 de l'arrêté préfectoral du 25/08/22 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en établissant un programme de plantation composé à minima d'un calendrier d'un plan et d'un panel d'essences retenues conformément aux critères détaillés au point suivant; l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées tout justificatif attestant de la réalisation de chacune des étapes du programme de plantation (bon de commande, facture, photographie, etc.)</li> <li>- en plantant en période favorable au niveau de la crête des arbustes bas d'essences locales (jeunes plants forestiers protégés par une gaine) pour mettre à distance la zone de chute, pour intégrer les clôtures de protection en grillage et pour conserver une vue dégagée sur le grand paysage.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Concernant le respect du premier point relatif à l'établissement du programme de plantation : Lors de la visite de l'inspection du 18/09/25, l'exploitant avait indiqué qu'il était en attente du rapport de la société ALEPE qui avait procédé à une visite le 1er septembre 2025; Néanmoins, lors de la visite, l'exploitant n'a pas fourni à l'inspection de rapport comprenant les points indiqués dans la prescription susvisée.</p> <p>Concernant le respect du deuxième point relatif à la plantation d'arbustes bas d'essences locales au niveau de la crête au droit de l'extension, l'exploitant déclare qu'il ne comprend pas pourquoi il doit en planter alors que la zone est déjà végétalisée. Aucune action n'a été entamée.</p> <p>L'article 7.1 de l'arrêté préfectoral prévoit que "afin d'éviter la destruction de spécimens de faune lors de l'extension de la carrière il est prévu de rendre la zone non favorable à la petite faune au moment des tirs d'explosifs en procédant à la destruction de la végétation dans la zone d'extension (avec coupe de ligneux et exports de troncs et rémanents), en démantelant tous les muriers et pierriers et en délimitant immédiatement après la zone d'extension avec un grillage empêchant le passage de la petite faune (maille inférieure à 1cm) pour empêcher le franchissement de la petite faune [...] Ces travaux sont réalisés entre le 15 août et le 15 novembre et seront supervisés par un écologue qui au final s'assurera de l'absence d'espèces dans le périmètre grillagé".</p> <p>Par conséquent la mise en œuvre préalable de ces mesures de réduction nécessitent par la suite la plantation des arbustes bas d'essences locales pour intégrer les clôtures de protection en grillage et mettre à distance la zone de chute.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il appartient à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser les opérations prescrites en période favorable sous la supervision d'un écologue;</li> <li>- transmettre à l'inspection le programme réalisé par un écologue ainsi qu'un compte rendu des opérations de plantation réalisées</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Astreinte
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

**N° 3 : Procédure d'acceptation préalable**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, prévention des pollutions
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation. L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté. Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure : <ul style="list-style-type: none"><li>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</li><li>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</li><li>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas présenté de procédure d'acceptation préalable. Ce point lui avait déjà été demandé lors de la visite du 18/09/25.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est tenu de rédiger la procédure demandée et de la transmettre à l'inspection
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 4 : Action régionale : Respect du plan de phasage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 8.3
<b>Thème(s) :</b> Autre, Phasage de réhabilitation du site
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le développement dans le temps des travaux de réhabilitation est fixé selon le schéma d'exploitation et de remise en état présenté en annexe 3. La durée de l'autorisation de la carrière est divisée en six périodes pluriannuelles. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (annexe 2). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe 3 présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes. Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière, à chacun des termes des périodes est fixé à l'article 1.5.2. du présent arrêté.

Les opérations de remise en état prévues à l'échéance de chaque phase quinquennale seront terminées au plus tard six mois avant l'échéance de la phase quinquennale considérée.
<b>Constats :</b>  La première phase quinquennale s'achève le 22/08/2027. L'exploitant a présenté un plan d'exploitation ne matérialisant pas les zones en cours de réaménagement et déjà réaménagées. Il est rappelé à l'exploitant de les faire figurer sur son plan.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant est tenu de mettre à jour son plan d'exploitation avec les zones en cours de réaménagement et celles réaménagées, le cas échéant.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Consistance des installations autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.2.3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Caractéristiques de l'exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les caractéristiques de l'exploitation de la carrière sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>- superficie de la demande d'autorisation : 45 450 m<sup>2</sup></li> <li>- superficie de la zone d'extraction : 9820m<sup>2</sup></li> <li>- production moyenne annuelle 50 000 tonnes</li> <li>- production maximale annuelle 70 000 tonnes</li> <li>- capacité du gisement : 2400 kt</li> <li>- tonnage moyen exploitée sur 30 ans 1700.7 kt</li> <li>- estimation du volume de découverte et stériles d'exploitation: 203.7 kt (valorisés lors de la remise en état) dont stériles issus de la découverte : 33 kt ( 12540m3) et stériles issus de l'exploitation ( 170.7 kt</li> <li>- cote de fond d'extraction : 669 mNGF</li> <li>- modalités d'exploitation : explosifs, installation de traitement, pelles et chargeurs. [...]</li> </ul> <u>Travaux d'extraction des matériaux :</u> De tels travaux nécessitent des tirs de mines puis la reprise des matériaux à la pelle mécanique, leur tri et transport par chargeur jusqu'aux installations de traitement [...]
<b>Constats :</b>  <u>Consistance des installations classées :</u> Le plan présenté par l'exploitant ne comprend pas la surface du périmètre ICPE autorisé ni celle de la zone d'extraction. La quantité de matériaux extraits en 2025 s'élève à 16 847.5 tonnes. Les volumes de stériles issus de la découverte et de l'exploitation n'ont pas été fournis.  <u>Travaux d'extraction des matériaux :</u> Le jour de la visite, l'inspection a constaté que sur la partie sommitale des fronts, suite aux tirs de

<p>mines, une opérateur procède à l'aide d'un tractopelle à la reprise des matériaux en les jetant au pied des fronts. Les matériaux dévalant le front d'un seul tenant génèrent de part leur impact des nuisances sonores perceptibles depuis la RD 907. Ce procédé n'est pas conforme aux modalités d'extraction de reprise des matériaux prévus par la prescription susvisée et présentent un risque pour la sécurité des travailleurs pouvant se trouver sur la carrière. L'exploitant déclare que la zone a été balisée et que ce procédé a été adopté parce que la piste permettant d'accéder à la zone sommitale étant trop pentue, le tombereau ne peut pas monter récupérer les matériaux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de transmettre sous 1 mois à l'inspection:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un plan d'exploitation actualisé comprenant les levés topographiques, les limites et surfaces des périmètres d'autorisation et d'extraction;</li> <li>- les volumes de découverte et stériles d'exploitation</li> </ul> <p>Concernant les travaux de reprise des matériaux, l'exploitant est tenu de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- respecter les modalités de reprise susvisées;</li> <li>- créer une piste adaptée au poids des tombereaux pour la collecte et l'acheminement des matériaux sur le carreau.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Mise en demeure, respect de prescription, Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Dispositions particulières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/08/2022, article 1.9.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Stockage sur le domaine public</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Au plus tard au 31 décembre 2024, la zone constituée d'une surlargeur du domaine public et de la parcelle cadastrée C 1202 du territoire communal de Florac-Trois-Rivières, côté droit de la RD 907, axe St-Laurent-de-trèves - Florac-trois-rivières, sera débarrassée de tous vestiges et de dépôts de matériaux résultants des exploitations antérieures.</p> <p>Au plus tard à cette échéance, le pont bascule sera déplacé à l'intérieur du site d'extraction.[...]</p> <p>Tout stockage supplémentaire est interdit sur cette zone.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que des matériaux à commercialiser et des engins de chantier sont stockés sur la parcelle C1202.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant est tenu de faire évacuer tous les matériaux et engins stockés sur cette parcelle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>



